

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 15 avril 2024

Régional

Le FMI publie son *World Economic Outlook* pour avril 2024

Le FMI a publié les résultats du World Economic Outlook (WEO) actualisés à avril 2024. La croissance mondiale, estimée à 3,2 % en 2023, devrait se poursuivre au même rythme en 2024 et 2025, les prévisions pour 2024 étant révisées à la hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à la mise à jour d'avril 2024. Les perspectives de croissance de la zone AEOI sont révisées à 5,0 %, 0,1 point de moins que les prévisions du WEO d'octobre 2023. Le Soudan et le Burundi enregistrent les deltas négatifs les plus importants par rapport au WEO précédent, (respectivement - 4,5 et - 1,7 points de PIB) tandis que le Soudan du Sud et Maurice enregistrent les deltas positifs les plus importants (respectivement + 1,4 et + 1,1 points de PIB). Les 4,5 % de croissance en AEOI en 2023 prévus lors du WEO d'octobre 2023 sont confirmés par la publication d'avril 2024, même si Djibouti et Maurice enregistrent un delta positif de respectivement 2 et 1,8 points de PIB tandis que le Burundi enregistre un delta négatif de 0,7 point de PIB.

Burundi

Ratification par le gouvernement Burundais d'un financement additionnel de 102 MUSD pour les centrales hydroélectriques de Jiji et Mulembwe

Le ministre Burundais des Infrastructures a présenté au Sénat une proposition de ratification d'un financement additionnel du projet hydroélectrique de Jiji et Mulembwe, votée à l'unanimité. Le financement additionnel s'élève à 102 MUSD, dont 50 MUSD de don la Banque mondiale, 25 MUSD de prêt de la Banque Européenne d'Investissement, 25 MUSD de don l'UE et 2 MUSD de *Regideso*, entreprise publique burundaise. Le projet, dont le financement total est porté à 372 MUSD, comprend, outre le barrage en construction (réalisée par Orascom) une ligne de transmission (par l'indien KEC) et des transformateurs (par le français Vinci-Energies) d'une capacité de 220 kilovolts (KV). La capacité installée totale des deux barrages devrait s'élever à 48 MW et multiplierait ainsi par plus de 2 la capacité hydroélectrique installée totale du pays, qui s'élève actuellement à 39 MW. Le projet de développement des centrales hydroélectriques de Jiji et de Mulembwe

visé à réduire le déficit énergétique du pays et à promouvoir une croissance verte et inclusive.

Appel à une aide financière pour faire face aux effets dévastateurs des pluies saisonnières exacerbées par le phénomène climatique El Niño

Le gouvernement du Burundi et la représentante de l'ONU sur place ont lancé un appel à une aide financière pour faire face aux effets dévastateurs des pluies saisonnières qui, exacerbées par le phénomène climatique El Niño, ont fait près de 100 000 déplacés, du fait notamment d'une montée des eaux du lac Tanganyika. Le Burundi est l'un des vingt pays les plus vulnérables au changement climatique selon l'Organisation internationale pour les migrations. Les pluies ont été ininterrompues depuis septembre, au lieu des deux saisons des pluies habituelles (septembre-janvier et mars-mai). Au total, entre septembre et le 7 avril, plus de 200 000 personnes ont été affectées par des inondations, glissements de terrain, vents violents et grêle, et le nombre de déplacés internes a augmenté de 25 % pour atteindre 96 000 personnes.

Comores

Hausse des échanges commerciaux entre l'Union européenne et les Comores

En 2022, les échanges commerciaux entre l'Union européenne (UE) et les Comores se sont élevés à 81 M EUR (+7,2 % par rapport à 2021) avec un déficit commercial pour les Comores de 61 MEUR avec l'UE. Pour la même année, l'UE est le premier marché pour les exportations des Comores, avec 26,7 % du total des exportations, qui représentent 10 MEUR, en hausse de 17,6 % par rapport à 2021). Ces exportations sont très majoritairement composées de trois produits : les clous de girofle (33,7 %), l'ylang-ylang (28,2 %) et la vanille (25 %). Parmi les exportations vers l'UE, la France est le 1^{er} pays destinataire (71 %), devant l'Allemagne (16,7 %). S'agissant des importations originaires de l'UE, elles ont atteint 71 MEUR en 2022 (+5,9 %), soit 17,9 % du total des importations. La France compte pour 59,9 % des importations originaires de l'UE, devant la Belgique (11,2 %). Les importations de l'UE sont principalement composées de produits alimentaires (42,9 %), de machines et équipements de transport (25,9 %) et de produits chimiques (10,6 %).

Djibouti

Publication du World Economic Outlook d'avril 2024 – Djibouti parmi les plus fortes croissances économiques de la zone AEOI en 2024

Les derniers chiffres du World Economic Outlook du FMI (avril 2024) dessinent à court et moyen termes des perspectives de croissance favorables pour Djibouti, renouant avec son rythme de croissance prépandémique (+5,9 % par an en moyenne entre 2010 et 2019). Le FMI a réhaussé ses estimations de croissance pour 2023 (+ 7,0 % ; +2 pt par rapport aux précédentes estimations du fonds en date d'octobre dernier), 2024 (6,5 % ; + 0,5 pt) et 2025 (6,0 % , +0,5 pt) laissant entrevoir de bonnes perspectives pour le hub portuaire djiboutien, principal moteur de la croissance du pays, malgré la concurrence accrue des ports des pays voisins. L'inflation annuelle moyenne se stabiliserait à 1,8 % en 2023 et 2024 après un pic à 5,2 % en 2022. Si l'impact macroéconomique de la situation sécuritaire en mer rouge n'a pas encore été chiffré, les perspectives économiques de Djibouti pourraient être ternies par cette dernière au regard de la forte exposition du pays aux chocs exogènes.

Ethiopie

L’Ethiopie ouvre plusieurs activités commerciales à l’investissement étranger

Le gouvernement éthiopien a adopté une directive ouvrant partiellement aux investisseurs étrangers les secteurs de l’importation (hors pétrole et engrais), de l’exportation (café, khat, oléagineux, cuirs, produits forestiers notamment) ainsi que le commerce de gros et de détail. L’Ethiopie souhaite réserver les licences d’importation aux industriels étrangers ou leurs représentants pour l’import de leurs produits, ainsi qu’aux entreprises étrangères produisant déjà sur place (à condition d’avoir une activité tournée majoritairement vers l’export ou d’importer des biens pour une valeur minimale de 10 MUSD/an). L’exportation est désormais permise pour les investisseurs étrangers mais serait limitée aux acteurs pouvant s’engager sur des volumes d’exportation conséquents (ou étant déjà clients de l’Éthiopie). Les investisseurs étrangers seront néanmoins soumis aux mêmes restrictions sur l’accès aux devises que les entreprises en local. Cette libéralisation pourrait plaider pour la candidature éthiopienne à l’OMC.

Une croissance 2023 et des perspectives d’inflation revues à la hausse par le FMI

Selon le World Economic Outlook publié par le FMI, la croissance réelle du PIB en 2023 se serait élevée à 7,2 %, une estimation bien plus élevée que celle du WEO d’octobre qui la portait à 6,1 %. Les perspectives pour 2024 et 2025 restent toutefois inchangées respectivement à 6,2 et 6,5 % de croissance annuelle. L’inflation s’est établie en moyenne à 30,22 % en 2023, et les pressions inflationnistes ne faiblissent pas (28,2 % en g.a en février), sous l’effet de l’augmentation du prix des denrées alimentaires et biens non-alimentaires, notamment importés. Les services du fonds révisent ainsi leurs prévisions d’inflation pour 2024 et 2025 à 25,6 % et 18,2 % en hausse de respectivement + 4,8 et + 1,6 points de pourcentage par rapport au dernier WEO. Le Fonds anticipe par ailleurs des exportations de biens et services accrues à partir de 2024 (+ 13,8 %), après une diminution de 3,2 % en 2023. La balance commerciale ne devrait pas s’améliorer considérablement pour autant, les importations de biens et de service devraient augmenter à partir de 2024 (+13,8 %). L’Ethiopie est depuis avril 2023 en discussion avec les services du FMI pour un programme de financement devant accompagner la mise en œuvre de réformes macroéconomiques majeures.

Un rapport de la Banque Centrale pointe certains risques du système financier éthiopien

La Banque Centrale (NBE) a publié un « rapport de stabilité financière », après avoir conduit des analyses sur les risques systémiques posés par le secteur financier. Le rapport met en avant la forte concentration des crédits entre les mains de quelques emprunteurs dans les secteurs de l’industrie et de la vente, mais également un faible niveau de liquidité des banques, marqué par une baisse du ratio liquidités-dépôts. Le risque opérationnel a également cru selon les conclusions de la NBE, avec une hausse des fraudes et des vols, dont le préjudice est estimé à 1 Md ETB (17,5 MUSD) pour l’année passée. Le rapport identifie le risque systémique causé par la position dominante de la *Commercial Bank of Ethiopia*, principale banque du pays détenant près de la moitié des actifs du secteur financier. Dans ses recommandations, le rapport cible l’amélioration des standards de gouvernance, le renforcement de la gestion des risques de crédit et le développement des infrastructures financières pour s’adapter à la digitalisation du secteur. Certains spécialistes remettent en cause la méthodologie et la fiabilité du rapport de la NBE, qui sous-évaluerait le

risque alors que les banques font face à une pénurie de liquidités en devises étrangères et locales.

Kenya

Moderna suspend son projet de construction d'une usine de production de vaccins au Kenya en raison de l'effondrement de la demande de vaccins contre la COVID-19

Moderna a annoncé qu'elle suspendait son projet de construction d'une usine de fabrication de vaccins au Kenya, suite à la baisse de la demande de vaccins COVID-19. Cette décision s'inscrit dans la stratégie de Moderna qui consiste à rationaliser sa production pour réduire ses coûts, malgré son intention de consacrer cette année 4,5 MdUSD à la recherche et au développement de nouveaux vaccins, notamment contre le cancer et le virus respiratoire syncytial (VRS). De nombreux vaccins à ARN messager (ARNm) produits par Moderna, tels que ceux contre le VIH et le paludisme, en sont à un stade précoce de développement. Cette approche devrait permettre à Moderna de mieux aligner ses investissements dans les infrastructures en fonction de l'évolution des besoins de soins de santé et de vaccins en Afrique. En 2022, la société Moderna avait déclaré vouloir investir 500 MUSD dans l'usine kényane et distribuer chaque année jusqu'à 500 M de ses vaccins ARNm sur le continent africain. Cependant, la demande de vaccins COVID-19 a diminué depuis la fin de la pandémie et Moderna n'a reçu aucune commande de vaccins pour l'Afrique depuis 2022.

Le gouvernement kenyan et *Hilton Hotel* vont vendre leurs participations dans *International Hotels (Kenya)*

Le 16 avril 2024, le gouvernement kenyan et *Hilton International Limited* ont invité séparément les investisseurs à manifester leur intérêt pour l'acquisition d'une participation de 100 % dans l'hôtel *Hilton* de Nairobi. Le gouvernement détient une participation de 40,58 %, soit l'équivalent de 5,8 millions d'actions, tandis que *International Hotels (Kenya) Limited* détient 59,42 % des actions. La vente de la participation dans l'hôtel *Hilton* est entreprise par l'agence immobilière et de conseil *Knight Frank*. La vente intervient après l'approbation du projet de loi sur la privatisation par le conseil des ministres en mars 2023, qui visait à vendre des entités détenues par le gouvernement au secteur privé sans l'approbation du Parlement, réduisant ainsi les goulets d'étranglement juridiques et politiques. Le gouvernement cherche aussi actuellement à céder une participation de 33,83 % dans *Kenya Hotel Properties Limited* (KHL) ainsi que des participations dans cinq hôtels appartenant à l'Etat, *Mt Elgon Lodge*, *Sunset Hotel*, *Kabarnet Hotel*, *Golf Hotel* et *Safari Lodges*.

Baisse des prix du carburant

L'Autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (EPRA) a annoncé la révision des prix des carburants en vigueur pour la période allant du 15 avril au 14 mai 2024. Les prix du carburant ont baissé : le litre d'essence super est passé de 199,15 Ksh à 193,84 Ksh, le diesel de 190,38 Ksh à 180,38 Ksh et le kérosène de 188,74 Ksh à 170,06 Ksh. Cette baisse a été attribuée au renforcement du shilling kenyan par rapport au dollar, le régulateur ayant utilisé un taux de change de 133,54 pour un dollar, contre 148,02 unités au mois de mars. De plus, l'inflation a baissé selon les données de la Banque centrale du Kenya, pour atteindre 5,7 % en mars 2024 contre 6,3 % en février, tandis que l'inflation des carburants s'est établie à 12,3 % contre 13,4 % en février 2024. Malgré cette baisse des prix des carburants, le Kenya a le carburant le plus cher de la région d'Afrique de l'Est. Une comparaison effectuée

par *Global Petrol Prices* montre qu'un litre de super petrol coûte 1,47 USD à Niarobi contre 1,46 USD en Ouganda et 1,26 USD en Tanzanie. Un litre de diesel coûte 1,37 USD à Nairobi contre 1,31 USD à Kampala et 1,24 USD à Dar es Salaam.

Madagascar

Première rencontre entre le Président Rajoelina et le Groupement des entreprises de Madagascar depuis le renouvellement de son mandat

Une rencontre entre les représentants du Groupement des entreprises de Madagascar (GEM), au premier rang desquels son nouveau Président, Francis Rabarijohn, et le Chef de l'Etat malgache Andry Rajoelina s'est tenue dans la soirée du 12 avril 2024 au Palais présidentiel d'Iavoloha. Les échanges ont porté sur cinq sujets structurants, jugés prioritaires par le GEM : (i) l'amélioration de la gouvernance et du climat des affaires (incluant l'apurement des arriérés de TVA de l'Etat), (ii) l'amélioration des infrastructures (travaux urgents des RN 2 et 7) et des transports (renforcement de la flotte domestique de Madagascar Airlines), (iii) l'énergie (mise en œuvre des projets des barrages hydroélectriques de Sahofika et Volobe II) et restructuration de la Jirama), (iv) le développement humain avec la consolidation du Fonds Malgache de Formation Professionnelle (FMFP) et (v) la protection sociale (adoption des statuts de la Conférence Interafricaine de Prévoyance sociale). Les deux parties ont convenu de tenir des rencontres bimestrielles.

Don de 1,5 MEUR de l'AFD au Syndicat Malgache de l'Agriculture Biologique (SYMABIO) pour le développement de l'agriculture biologique

Le directeur de l'Agence française de développement à Madagascar et le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage ont signé le 8 avril 2024, en présence de l'ambassadeur de France une convention de financement de trois ans portant sur un don de 1,5 MEUR pour soutenir le projet de développement d'une filière biologique BioTsika porté par le Syndicat malgache de l'Agriculture biologique (Symabio). Le projet BioTsika s'articulera autour de deux composantes : i) la mise en place des « Territoires à vocation agricole biologique » et ii) du « Système Participatif de Garantie ». Il bénéficiera à près de 20 000 producteurs issus des régions d'Alaotra Mangoro et d'Atsinanana. Certains secteurs seront plus particulièrement ciblés dans un premier temps, en particulier la vanille, le riz, le curcuma, le maïs, le girofle et les légumes. Le secteur bio en développement à Madagascar, compte 70 000 exploitants agricoles, pour 112 000 hectares de surfaces certifiées en 2021.

Maurice

Fléchissement de l'inflation annuelle malgré une hausse récente des prix à la consommation

Selon *Statistics Mauritius*, l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une valeur de 137,6 en mars 2024, traduisant une hausse de 5,6 points depuis décembre 2023. Cette progression est principalement attribuable à l'augmentation des prix dans plusieurs catégories : les légumes (+3,5 points), les fruits (+0,3 point), les herbes culinaires (+0,2 point), la viande (+0,1 point) et les aliments semi-préparés congelés (+0,1 point). En outre, des hausses ont été relevées notamment pour le prêt à porter (+0,1 point), les salaires des ouvriers (+0,1 point) et les prix des véhicules motorisés (+0,1 point), ce dernier étant partiellement neutralisé par une baisse des prix de l'essence (-0,3 point). Une réduction des frais de scolarité pré-primaire privée (-0,2 point) a également été observée. Sur une période de douze mois se terminant en

mars 2024, le taux d'inflation annuel s'est établi à 5,8 %, en net recul par rapport aux 11,1 % enregistrés l'année précédente.

Ouganda

Visite du commissaire européen chargé de l'environnement pour évoquer la lutte contre la déforestation importée et la coopération dans le secteur du café

Le commissaire européen chargé de l'Environnement, des Océans et de la Pêche, Virginijus Sinkevičius, s'est rendu en Ouganda le 9 avril 2024. Cette visite s'est inscrite dans le cadre d'une tournée africaine destinée à sensibiliser les pays producteurs de matières premières agricoles aux effets du règlement européen contre la déforestation importée. Dans ce cadre, le commissaire et le Président Museveni ont signé un engagement portant sur une enveloppe de 40 MEUR, pour la gestion durable des forêts et l'appui à la mise en conformité des petits planteurs, de café principalement. Le Président Museveni a salué ce partenariat, tout en réaffirmant l'importance de distinguer les aires protégées et les réserves forestières détenues par des particuliers. La superficie totale des forêts ougandaises était estimée à 1,3 M d'hectares en 2019, en diminution de 25 % depuis 1990. Selon un rapport du *World Resources Institute* de 2023, l'agriculture représente plus de la moitié de la déforestation totale en Ouganda. Pour mémoire, l'Ouganda est - avec environ 8 M de sacs produits par an - le 7^{ème} producteur mondial de café et le 2^{ème} en Afrique après l'Éthiopie, le café étant son 1^{er} poste à l'exportation.

L'Ouganda remplit pour la première fois les critères pour être retiré de la catégorie des PMA

Le comité pour la Politique de développement (CDP) des Nations Unies a annoncé que l'Ouganda avait rempli les critères de sortie de la catégorie des PMA pour la première fois, le 11 mars dernier. La désignation des pays comme étant les moins avancés est basée sur trois séries de critères : i) un niveau de revenu par habitant inférieur à 1 306 USD, ii) un indice de capital humain inférieur à 66 et iii) un indice de vulnérabilité économique et environnementale supérieur à 32. Pour sortir de la catégorie des PMA, un pays doit atteindre 2 des 3 seuils fixés lors de deux examens triennaux successifs. En 2024, l'Ouganda est ainsi parvenu à remplir deux des trois critères, affichant un indice de capital humain de 66,33 et un indice de vulnérabilité économique de 28,22. Pour autant, le pays reste à distance du critère de revenu par habitant (909 USD en 2024). Après une recommandation du CDP et une approbation par les organes politiques des Nations unies en 2027, une période préparatoire minimale de 3 ans est prévue avant la sortie effective de la catégorie au plus tôt en 2030.

Mouvement de grèves des commerçants de Kampala en réaction à la digitalisation du système fiscal

Les activités des commerçants à Kampala et dans le reste du pays sont perturbées depuis le 8 avril dernier, après les appels des associations professionnelles pour protester contre la nouvelle réglementation fiscale mise en œuvre dans le cadre de la solution de réception et de facturation fiscales électroniques (EFRIS). Conçue en 2021 afin d'améliorer la collecte de la TVA, EFRIS requiert notamment l'utilisation de dispositifs fiscaux électroniques et une taxation indexée sur le poids des biens. Afin de justifier ce mouvement de protestation, la Fédération des associations de commerçants ougandais (FUTA) a invoqué le manque de compétences numériques des commerçants nécessaires au bon fonctionnement du système, le traitement favorable accordé aux investisseurs étrangers et surtout les taux d'imposition excessifs (entre 17 % et 36 % des revenus). Des négociations entre les associations sont prévues avec les autorités du pays, dont le Président Museveni le 19 avril.

L'autorité fiscale ougandaise (URA) a pour objectif de collecter 8,3 Md USD de taxes pour financer le budget national 2024/25, soit une augmentation de 6 % par rapport à l'exercice précédent.

Seychelles

Croissance du secteur touristique seychellois au premier trimestre 2024

Le nombre de touristes aux Seychelles a augmenté de 11% entre le premier trimestre de 2023 et celui de 2024, selon une étude statistique du bureau national des statistiques seychellois. 87 567 touristes se sont rendus dans l'archipel lors du premier trimestre de 2023, contre 97 517 lors du premier trimestre de 2024. 79,9 % d'entre eux sont européens (dont 21,3 % allemands, 12,6 % Russes, 11% français, 4,9 % du Royaume Uni et 4,6 % italiens); 10,5 % sont asiatiques, dont 3,2 % en provenance des Emirats arabes Unis; 5,3 % viennent d'Afrique; 3,8 % des Amériques et 0,5 % d'Océanie.

Soudan

2 Md EUR d'engagements pour le Soudan lors de la conférence de Paris

La conférence humanitaire internationale pour le Soudan et les pays voisins, organisée le 15 avril à Paris par la France, l'Allemagne et l'Union européenne, s'est achevée avec succès. Sur le plan financier, les donateurs internationaux ont annoncé la mobilisation de 2,03 Md EUR, dont près de 900 MEUR de l'Union européenne et des états membres et plus de 500 MEUR de la Banque mondiale, pour appuyer les populations civiles au Soudan et dans les pays voisins. L'évènement qui a été adressé par le Président de la République, a rassemblé les ministres et représentants de 58 Etats dont les pays voisins et de la région, en plus des représentants des organisations de l'ONU et humanitaires, des organisations régionales, des institutions financières internationales et de la société civile soudanaise. Il a permis de recentrer l'attention internationale sur la crise soudanaise marquée par un nombre inédit de déplacés estimé à 9 millions de déplacés internes et 2 millions ayant fui le conflit vers les pays voisins. En outre, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite ont annoncé, en marge de la conférence, la reprise des discussions entre les belligérants soudanais à Djeddah dans trois semaines, sans information sur l'accord de ces derniers. Plusieurs médias internationaux ont par ailleurs rapporté la participation de l'Egypte et des Emirats-Unis à ces discussions.

Soudan du Sud

Un don saoudien de 1,4 MUSD pour l'aide alimentaire aux deux Soudan

Le Programme alimentaire mondial (PAM) et le *King Salman Humanitarian Aid and Relief Center* (KSRELIEF) ont conjointement signé, le 16 avril dernier à Paris, deux accords de dons pour un montant total de 1,4 MUSD, visant à fournir une aide nutritionnelle d'urgence aux enfants ainsi qu'aux femmes enceintes et allaitant au Soudan et au Soudan du Sud. Ces dons signés en marge de la conférence humanitaire pour le Soudan, sont destinés à aider plus de 35 000 personnes dont 6 000 au Soudan du Sud, touchées par une crise multidimensionnelle à la fois humanitaire, économique et climatique. Selon le PAM, la malnutrition touche actuellement 1,6 millions d'enfants ainsi que 870 000 femmes enceintes ou allaitant au Soudan du Sud.

Tanzanie

L'AFD octroie une subvention de 34,86 MEUR à la Tanzanie pour le projet hydroélectrique de Kakono

La Tanzanie et l'Agence française de développement (AFD) ont signé un accord de financement complémentaire d'un montant de 34,86 MEUR pour le projet hydroélectrique de Kakono. La subvention octroyée est déléguée par l'Union européenne et soutiendra la mise en œuvre de plans de gestion environnementale et sociale. Le projet a déjà bénéficié d'un premier prêt concessionnel de l'AFD d'un montant de 110 MEUR et d'un second de 161 MUSD de la Banque africaine de développement en 2023. Situé dans le nord-ouest de la Tanzanie, le long de la rivière Kagera, le projet hydroélectrique de Kakono sera mis en œuvre par le ministère de l'Énergie via la société d'état, *Tanzania Electric Supply Company Limited* (TANESCO). Une fois achevé, la centrale hydroélectrique injectera dans le réseau national environ 87,8 MW. L'opérationnalisation de la centrale permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre de près de 216 000 t de CO₂ par an et améliorera la couverture en électricité pour 3 à 4 millions de Tanzaniens. Le projet hydroélectrique contribuera également à créer plus de 100 emplois permanents.

Les exportations traditionnelles ont atteint 1 Md USD sur un an

Les exportations traditionnelles (café, thé, tabac, noix de cajou, épices) ont atteint 1 Md USD sur la période de 12 mois finissant fin février 2024. Les exportations de biens traditionnels, qui avaient représenté sur un an 748,7 M USD à la fin février 2023, ont ainsi augmenté de 36,5 % par rapport à l'année précédente. Les exportations de tabac, de café et de noix de cajou ont le plus contribué à cette hausse, bénéficiant à la fois d'un effet de volume et d'un effet de prix. Soutenues par la hausse de la production, les exportations de tabac ont plus que doublé pour atteindre 376 M USD au cours de l'exercice clos en février 2024, soit plus d'un tiers des recettes totales d'exportations traditionnelles. Deuxième producteur de tabac sur le continent africain derrière le Zimbabwe, la Tanzanie exporte 95 % de sa production. Par ailleurs, les exportations de café, en hausse de 37 %, ont atteint 234,7 M USD fin février 2024, représentant près d'un quart des exportations traditionnelles totales. Le café contribue directement ou indirectement aux revenus de 6 % à 7 % de la population tanzanienne. Toutefois, les recettes des exportations de clous de girofle, de sisal et de thé ont légèrement diminué au cours de la période examinée.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr